

CARANA - ÉTUDE PAYS

L'étude pays fournit un bref aperçu des aspects essentiels du pays et du conflit.

Les informations contenues dans l'étude pays ont été collectées par le biais de :

- Sources publiques (internet, publications)
- Informations fournies par les organisations internationales présentes au Carana
- Informations fournies par les États membres des Nations unies

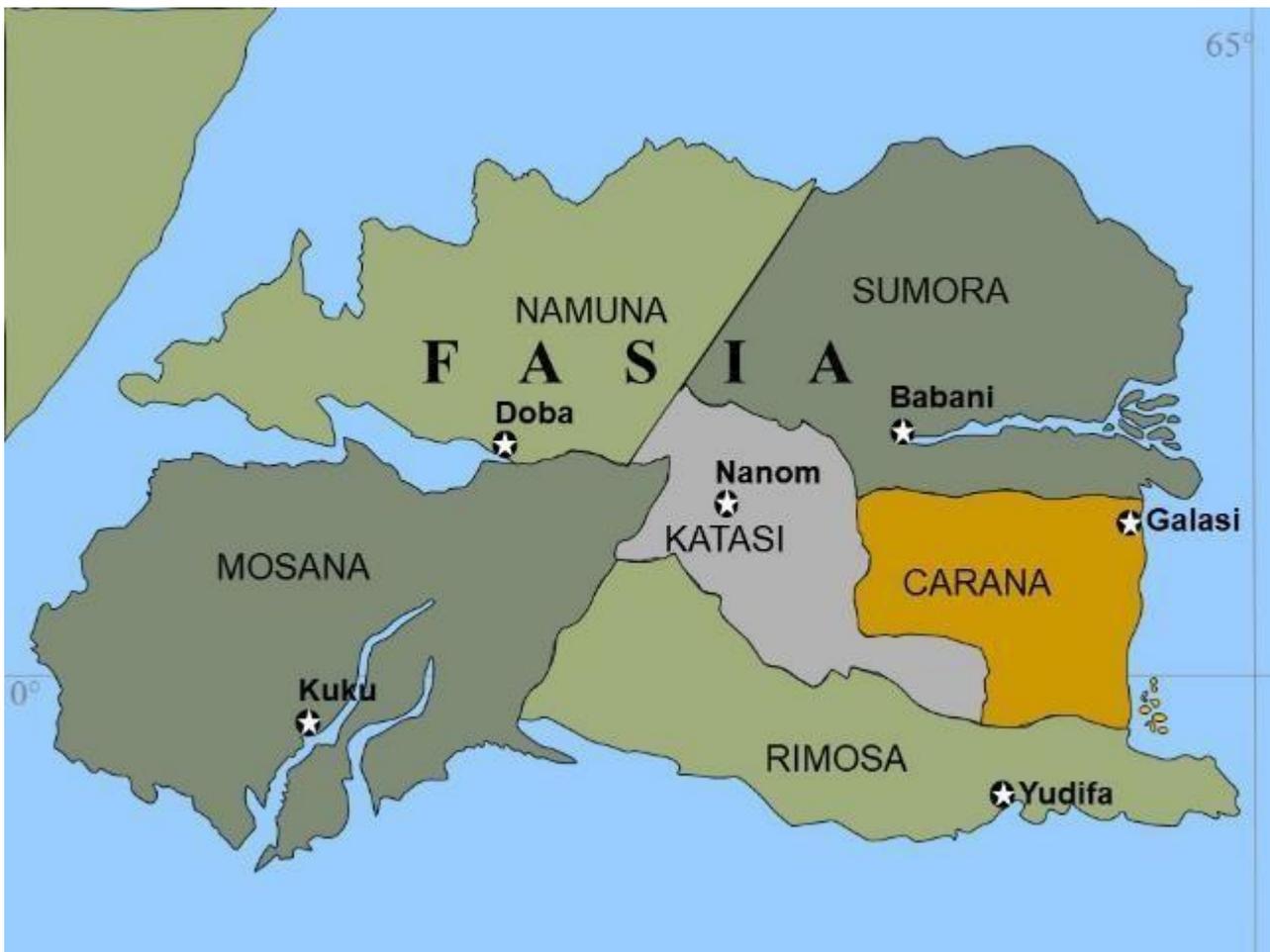


Table des matières

1.	Fiche pays Carana	3
2.	Introduction	7
3.	Géographie du Carana.....	7
4.	Population et culture	10
5.	L'histoire	11
6.	Relations internationales	13
7.	Système économique	15
8.	Système politique	17
9.	Organisation judiciaire et police	17
10.	Services publics.....	19
11.	Infrastructures	21
12.	Secteur de la sécurité et de la défense	23
13.	Groupes militaires étrangers / Forces militaires.....	27
14.	Situation humanitaire.....	28
15.	Explosifs	29
16.	Organisations de la société civile	30

1. Fiche pays Carana

République du Carana	
Nom du pays :	République du Carana (appellation conventionnelle) ; Carana (appellation courte)
Type de gouvernement :	République
Capitale :	Galasi (1,28 million d'habitants enregistrés)
Districts / Provinces :	Fellari, Guthar, Leppko, Barin, Hanno, Mahbek, Tereni, Koloni
Indépendance :	22 octobre 1968
Pouvoir exécutif :	Chef d'État : Président Jackson Ogavo,
Chef du gouvernement :	Premier ministre William Degusa
Système juridique :	Basé sur la constitution nationale et un code pénal de 2013. Le droit coutumier est également observé sur la base de pratiques traditionnelles non écrites pour le secteur indigène.
Les partis politiques :	Parti Démocratique du Carana (PDC)
Description du drapeau :	Vert, bleu et blanc. Une sphère armillaire au centre représente l'héritage portugais (que l'on retrouve également sur le drapeau portugais). L'inscription dans la roue dit : Notre (français = notre), Patria (italien = pays), Carana, ainsi que l'année de l'autonomie (et non de l'indépendance). À l'intérieur de la roue se trouvent trois diamants, qui symbolisent non seulement l'une des ressources naturelles du pays, mais qui représentent également chaque groupe ethnique. La croix rappelle également l'histoire coloniale du Carana et le fait que le pays a toujours été une terre de colonisation et possède des racines chrétiennes.
Population	
Population :	17 024 561 (dernier recensement en 2015)
Croissance de la population :	3,6 % (taux de croissance annuel)
Répartition par âge	<15 : 44 % 15 à 18 : 13 % 18 à 60 : 39 % >60 : 4 %
Taux de fécondité	5,1 enfants par femme
Rapport de masculinité	1,06 femmes/hommes
Mortalité infantile	9,1 décès pour 100 naissances
Espérance de vie	Population totale : 45,3 ans Hommes : 42,1 ans Femme : 47,9 ans
Handicaps	On estime que 14% de la population souffre de handicaps physiques et mentaux, notamment en raison de blessures liées au conflit et aux mines/UXO

	(munitions explosives non explosées).
Langues :	Au Carana, plus de 20 langues originales ou dialectes tribaux sont parlés. La langue officielle et administrative est le français.
Groupes ethniques :	Falin 60 %, Kori 20 %, Tatsi 15 %.
Religions :	Catholiques romains (40 %), protestants luthériens ou baptistes (35 %), musulmans (20 %), tous avec un mélange de croyances indigènes (45 %).
Alphabétisation :	40% de la population adulte sait lire et écrire (77,5% d'hommes, 62% de femmes) ; 20% des jeunes savent lire et écrire (moins de 18 ans)

L'économie	Depuis 2015	
Le PIB :	14,05 milliards de dollars	
PIB par habitant :	825 dollars US	
Composition du PIB par secteur	Agriculture :	27%
	Produits manufacturiers :	16%
	Exploitations minières :	32%
	Services :	25%
Croissance du PIB	1919 à 2000 :	moyenne de 3
	% par an 2015 :	-4%
	2016 :	-2.5%
	2017 :	-2.8%
	2018 :	-2.9%
Population active :	10,2 millions	
Population active par profession :	Agriculture :	50%
	Industries :	10%
	Exploitations minières :	10%
	Services :	30%
Comparaison du pays avec le reste du monde (ou dans le monde)	174 ^{ème}	
Taux d'inflation	12,35%	
Taux de chômage :	Total : N/A. Dans les zones urbaines, plus de 29%	
Population en dessous du seuil de pauvreté :	45%	
Produits agricoles :	Fruits, légumes, céréales, poisson	
Produits d'exportation :	Fruits, légumes, textiles, produits minéraux, poisson congelé	
Partenaires à l'exportation :	États-Unis, France, Italie, Allemagne, Portugal, Chine Sumora, Rimosa	
Importations :	Équipements de production (fabrication), équipements de transport, équipements de communication et électroniques, produits manufacturés, produits alimentaires	
Partenaires d'importation :	France, Italie, Portugal, Chine	
Unité monétaire (devise) :	Carana Franc (CF) 100 CF = 1,5 USD	
Infrastructures		
Moyens de communication :	S'appuient sur la télégraphie, le téléphone et de faibles connexions radio (peu fiables).	
Chemins de fer :	Deux voies de chemin de fer exploitées par Carana Rail (CR), l'une de Galasi à Akkabar et l'autre de Maldosa à Mia. Il existe également des « trains terrestres » tirés par d'énormes tracteurs.	
Autoroutes :	Un certain nombre de routes et d'autoroutes bitumées sont restées intactes, mais il y a aussi quelques routes et pistes non bitumées qui sont assez robustes. La voiture et l'autocar sont les moyens de transport les	

	plus courants.
Aéroports :	Aéroports internationaux (Galasi, Corma), 4 aéroports locaux (Alur, Folsa, Amsan, Mia). En outre, il existe 25 aérodromes dans le pays. Aucun de ces aérodromes n'a de piste goudronnée. La longueur et la qualité des installations de chaque aérodrome varient considérablement.
Ports et installations portuaires :	3 (Galasi, Cereni, Maldosa)

2. Introduction

En novembre 20xx, des négociations en vue d'un cessez-le-feu et d'un accord de paix, le traité de paix de Kalari, ont fait naître l'espoir de mettre fin à près de dix ans de guerre civile et à un héritage de discrimination ethnique et de conflit. Facilité par l'Union Fasia, l'accord de cessez-le-feu prévoit qu'une mission mandatée par les Nations unies prenne le relais de la mission consultative de l'Union Fasia au Carana (FUAMC) pour aider à la supervision et à la vérification du cessez-le-feu ainsi qu'à la stabilisation du pays.

Malgré l'arrêt des violences, le Carana reste un pays politiquement instable et le gouvernement de transition dirigé par le président Ogavo n'a guère réussi à rétablir l'ordre et l'État de droit dans le pays. De petits soulèvements et des affrontements violents se produisent encore dans les régions de l'ouest et du sud du Carana contrôlées par les rebelles.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a récemment envisagé la création d'une mission d'assistance des Nations unies au Carana (MANUC/UNAC en anglais) en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies afin d'aider les parties à mettre en œuvre l'accord de paix, de soutenir la transition du pays vers une démocratie sûre et pacifique et de formuler des recommandations en vue de la création de la mission d'ANUC. Le siège de l'ONU planifie la mission à ce jour en utilisant ses capacités internes.

Le document et ses annexes sont fournis à titre de lecture préliminaire pour permettre aux participants de se familiariser avec le scénario qui sera utilisé tout au long de la formation. Ils constituent les premières informations/matériels sur la base desquels le QG de l'ONU prépare les évaluations stratégiques et techniques. À un stade ultérieur, ils peuvent également servir d'introduction à la nouvelle équipe de direction de la mission (EDM/MLT en anglais) par le QG des Nations unies.

3. Géographie de la ville du Carana

Le Carana est située sur la côte est du continent Fasia. La superficie totale du Carana est de 119 480 km² avec 300 km de côtes. Le Carana a des frontières terrestres de 1500 km avec ses pays voisins, le Rimosa (frontière sud), le Katasi (frontière ouest) et le Sumora (frontière nord).

Hydrographie

Les trois principaux fleuves du Carana, le Kalesi, le Mogave et le Torongo, s'écoulent des hauts plateaux de l'ouest en direction de l'est et se jettent dans l'océan. L'énorme rivière Kalesi est très salée, comme la mer Morte, et divise presque le pays en deux moitiés égales. Elle se déverse dans un grand delta entouré de marécages. Bien que tous les grands fleuves soient en principe navigables, seule l'embouchure du Torongo accueille un grand port (Maldosa) et est donc la seule voie navigable utilisée pour le transport de marchandises plus importantes. Deux barrages le long de la Kalesi et de la Mogave sont

utilisés pour produire de l'électricité. Le Carana ne possède pas de grands lacs naturels.

Végétation

À l'origine, le Carana était entièrement recouvert de jungle et de brousse dense. Au cours du siècle dernier, les zones centrales et orientales ont été défrichées et cultivées à des fins agricoles. Bien que le sol du Carana soit fertile, l'utilisation intensive des terres comme pâturages a rendu de vastes zones stériles et inutilisables à des fins agricoles.

Environ 20 % de la superficie totale est actuellement utilisée pour la culture de céréales, de millet, de légumes et de fruits. L'ouest et le sud du pays sont encore couverts de jungle et de brousse dense. De petites zones dans la jungle sont utilisées à des fins agricoles.

Topographie

Le Carana est topographiquement divisé en deux zones principales : les plaines dans les parties orientale et centrale du pays et les hautes terres dans les zones occidentale et sud-ouest. Le terrain du Carana s'élève généralement d'est en ouest, du niveau de la mer jusqu'à une altitude de 1200 mètres.

Le sol est principalement plat et sablonneux, avec des zones insignifiantes de terrain rocheux et escarpé. Le long de la côte, le terrain est plat, sans falaises ni rochers. L'eau est calme, mais il n'y a que quelques zones adaptées pour la navigation des navires en eau profonde.

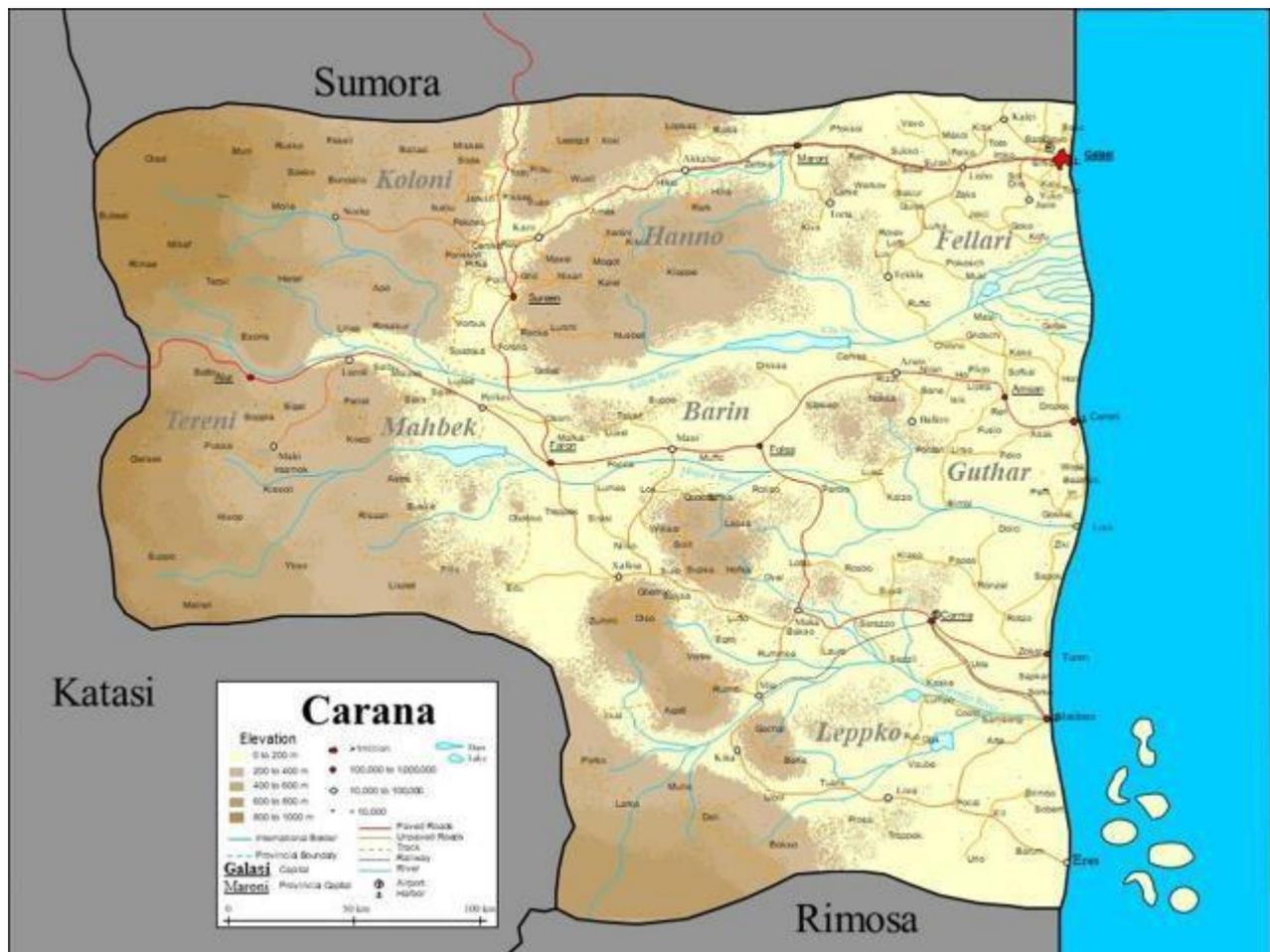


Figure 1 - Carte de base du Carana

Climat et météo

L'ouest du Carana connaît de fortes pluies (moussons) d'août à octobre, avec un taux moyen de précipitations de 250 mm par mois, et des températures douces tout au long de l'année. Pendant la saison hivernale, surtout en altitude, les températures peuvent descendre en dessous de zéro. En été, on observe une végétation colorée et des montagnes karstiques.

Le nord du Carana a un climat plus doux. On y trouve des forêts de pins et de nombreux arbres, mais aussi des déserts rudes et des montagnes. La côte nord du centre du Carana a un climat plus doux.

On y trouve beaucoup de bras de mer, en particulier autour du delta de la rivière Kalesi. La plupart du temps, le climat est doux, sauf dans les régions montagneuses du nord-ouest du Carana.

Dans l'est et le sud du Carana, le climat est principalement chaud et sec, avec une température quotidienne moyenne de 36°C pendant la saison sèche. Les palmiers et les plantes désertiques constituent la végétation typique de la partie méridionale du Carana. Cependant, il y a aussi des hautes terres très vertes et la présence de la rivière Torongo enrichit la région de minéraux comme le diamant et le cuivre.

Ressources naturelles

Le Carana est riche en ressources naturelles, qui ne sont pas réparties de façon homogène sur l'ensemble du territoire. Dans les montagnes de l'ouest, couvertes de jungle, le bois rare et le bois d'œuvre sont les principales ressources naturelles. On trouve des diamants le long de la rivière Kalesi dans les provinces de Mahbek et de Barin. Le cuivre est extrait dans les hautes terres à l'ouest de Mia. Le charbon est extrait dans la province de Hanno. D'autres métaux alcalins (lithium, sodium, potassium, etc.) se trouvent dans le centre du Carana, ainsi que du pétrole au large de la côte sud du Carana.

Le sol du Carana est naturellement fertile. Les rivières et les eaux côtières sont riches en poissons.

4. Population et culture

Géographie humaine

Le développement humain au Carana a été façonné par les différences entre les zones climatiques, créant une société divisée avec des structures sociales disparates organisées autour de différents modes de subsistance. Le clivage le plus marquant se situe entre les éleveurs semi-nomades qui habitent les pâturages du sud-ouest et les agriculteurs et mineurs largement sédentaires de l'est.

Population

Principales villes : Galasi, Maroni, Amsan, Cereni, Turen, Maldosa, Corma, Folsa, Sureen, Alur, Faron (100 000 à 1 million).

Répartition ethnique

La population du Carana se compose de plus de 15 groupes ethniques. La plupart de ces groupes sont peu nombreux et socialement et politiquement marginalisés. Les trois principaux groupes ethniques, à savoir Falin, Kori et Tatsi, représentent 95 % de la population. Les koris (20%) vivent dans l'ouest et sont le groupe ethnique dominant dans les provinces de Tereni et Koloni. Les falins (65%) constituent la majorité ethnique du pays et vivent principalement dans l'est et le centre du Carana. Les tatsis (15 %) vivent dans le sud et sont majoritaires dans la province de Leppko.

Les frontières nationales datent de l'époque coloniale et ne représentent pas la répartition ethnique de la région. Les falins représentent 54 % de la population de la région voisine de Sumora, les koris 65 % de la population de Katasi et les tatsis 95 % de la population du Rimoso.

Religion

Selon le dernier recensement effectué en 20xx, environ 75 % de la population du Carana est chrétienne. Environ 35 % des habitants sont protestants luthériens et baptistes, tandis que 40 % sont catholiques. L'islam est pratiqué par plus de 20 % de la population, principalement dans le sud-ouest.

La grande majorité des musulmans sont sunnites et vivent principalement dans

l'ouest du Carana. Il existe toutefois des communautés chiïtes, petites mais actives, dans le sud du Carana et le long des plaines côtières. Plusieurs groupes sunnites sont de nature extrémiste et ont institué la charia dans les régions du sud-ouest de Leppko. D'autre part, le syncrétisme et les croyances indigènes constituent une part essentielle de l'expérience religieuse de nombreux Caranais.

En termes de répartition ethnique, la majorité des falins sont principalement chrétiens, tandis que la majorité des koris et des tatsis sont musulmans sunnites. Certaines parties de la population pratiquent des croyances indigènes, qui ont été intégrées dans les principales religions.

La Constitution de 20xx (suspendue) prévoit la liberté de religion tout en interdisant certaines formes de fondamentalisme religieux. Les fêtes chrétiennes sont célébrées comme fêtes nationales. Les groupes de missionnaires sont tolérés au Carana et comprennent les luthériens, les baptistes, les frères de la grâce et les témoins de Jéhovah. Ils n'opèrent généralement que dans l'ouest et le sud du pays. L'Église catholique est influente dans les territoires occupés par les falins.

5. L'histoire

Historiquement, le Carana a constitué une partie essentielle de la zone commerciale ancienne et moderne de Fasia, comme décrit dans le Briefing 01-Fasia. Le colonialisme portugais et italien a précédé l'impact colonial français, aujourd'hui dominant.

Période coloniale

Les puissances coloniales ont dû faire face à une résistance importante de la part des royaumes locaux, la plus sanglante étant celle du royaume de Galasi. L'armée italienne a finalement conquis le royaume en 1898 et a établi un régime colonial officiel. Après la défaite italienne lors de la Première Guerre mondiale, le gouvernement français a repris le territoire en tant que protectorat français et a développé le pays selon sa politique d'« assimilation », Galasi restant la capitale. L'administration française s'étant concentrée sur l'exploitation des ressources naturelles et ayant accepté la structure tribale du pays, ainsi que le rôle des autorités locales, la période comprise entre 1919 et 1979 a été relativement calme et pacifique.

La période suivante a été caractérisée par des troubles civils évoluant rapidement et reposant sur le mouvement de libération nationale, de plus en plus populaire. À partir de 1979, les troubles et les émeutes ont été et se sont transformés en actions plus organisées et violentes contre la puissance coloniale. Au début de l'année 1982, les Français ont perdu le contrôle de la majeure partie du pays hormis la capitale et des villes importantes côtières. Pour conserver un minimum de contrôle, les Français ont été contraints d'accepter certaines formes de coopération et la création d'un État autonome du Carana. En 1984, le statut juridique du Carana est passé de protectorat français à République de la Communauté française. L'indépendance totale du Carana par rapport à la France a finalement été accordée le 22 octobre 1986.

En raison d'une longue période de domination coloniale française, une forte influence française sur presque tous les aspects culturels, sociaux et économiques du pays est encore visible, et dans certaines régions, elle domine encore. Des parties importantes des infrastructures, en particulier les réseaux ferroviaires et routiers, ont été construites pendant la période coloniale française et n'ont pas été améliorées jusqu'à présent. L'architecture du système politico-administratif du Carana reflète également la forte influence française imposée au cours des dernières décennies.

Période postcoloniale

Après avoir obtenu son indépendance, et bien qu'il ait été confronté à de multiples défis, le Carana a connu environ 10 ans de développement satisfaisant et de stabilité, d'abord sous un système communiste/socialiste dirigé par le président Joseph Uroma, soutenu par les falins, puis après un coup d'État militaire en 1991 par l'ancien chef de l'armée dominée par les falins, Christian Hakutu, qui a rétabli des liens avec la France et d'autres pays occidentaux. Le régime succédant au général falin Tarakoni, au pouvoir jusqu'en 2003, a favorisé les crises humanitaires, économiques et des droits de l'homme, ainsi qu'une forte opposition politique civile. La mort du général Tarakoni en février 2003 a toutefois ouvert la voie aux premières élections démocratiques du pays depuis de nombreuses années, au cours desquelles Jackson Ogavo, un falin du Parti démocratique du Carana (PDC), a été élu président en avril 2003.

Au cours des premières années, certaines réformes économiques et sociales ont été réalisées, mais au fil du temps, l'objectif d'Ogavo a changé et il est devenu préoccupé par l'élimination de tous les groupes d'opposition et par le renforcement de sa propre base de pouvoir. Depuis 2008, il a étendu l'influence du gouvernement central sur toutes les activités économiques et sociales par le biais de lois et de règles administratives. Ogavo a été réélu pour quatre mandats consécutifs (2003, 2008, 2013, 2018), bien que l'opposition à son régime ait commencé à se développer au début de 2010 en raison d'un manque de croissance économique et d'une discrimination croissante à l'encontre des membres des ethnies Kori et Tatsi de la part du parti au pouvoir - à prédominance Falin. Toute opposition au gouvernement a été traitée par la menace ou l'utilisation de la force armée, et la situation a finalement dégénéré en conflit civil en janvier 2014.

Situation actuelle

Depuis 2014, quelques petits mouvements rebelles de la province de Tereni ont rejoint les groupes rebelles plus importants et mieux organisés, connus sous le nom de Mouvement Patriotique du Carana (MPC), et ont formé une opposition militaire bien structurée et efficace. Le MPC a vaincu les Forces de Défense du Carana (FDC) au cours de certaines batailles locales et a obtenu un soutien croissant de la part de la population locale de l'Ouest. En février 2016, les FDC ont perdu le contrôle de certaines régions des hauts plateaux de l'ouest. Bien que les engagements militaires du MPC aient été bien coordonnés et exécutés avec succès, les rebelles n'ont pas réussi à formuler un programme politique

complet et n'ont pas su tirer parti de leur succès. Leur seul objectif clairement affiché était de chasser Ogavo du pouvoir. Début 2018, le MPC a pris le contrôle des trois provinces de l'ouest (Koloni, Tereni et Mahbek).

Les opérations de faible envergure mais fréquentes du MPC dans l'Ouest ont de plus en plus pesé sur les FDC, leur laissant une faible capacité dans le sud du pays, dans la province de Leppko, et donnant l'occasion à des éléments de la minorité Tatsi, majoritairement musulmane, de s'attaquer aux institutions gouvernementales. Au départ, il ne s'agissait guère plus que de quelques incidents localisés, mais la situation s'est rapidement radicalisée, avec notamment des représailles particulièrement brutales contre les civils de l'ethnie Falin. Réalisant que le gouvernement ne pouvait pas faire grand-chose contre eux, un certain nombre de ces petits groupes rebelles se sont unis et se sont appelés Combattants Indépendants du Sud Carana (CISC). Le MPC et les CISC avaient tous deux pour objectif initial de chasser le président Ogavo du pouvoir, bien que la coopération entre les deux groupes ait été minime.

Toutes les parties ont subi de nombreuses défaites. La population civile du Carana a été particulièrement ciblée par toutes les parties, ce qui a entraîné la mort d'environ 150 000 personnes en raison des violences, de la famine ou de la maladie. L'exploitation des ressources dans le sud par les CISC a contribué à alimenter ses efforts, tandis que le MPC a exploité des diamants et a reçu un soutien extérieur du pays voisin de Katasi. Une combinaison de lassitude face à la guerre et de manœuvres stratégiques a conduit les dirigeants du MPC et des CISC, ainsi que le président Ogavo, à commencer à négocier un cessez-le-feu et un traité de paix en novembre 20xx. Le « traité de paix de Kalari » obligera probablement toutes les parties à se désarmer et à établir un accord de partage du pouvoir au sein d'un nouveau gouvernement de transition, y compris l'intégration des combattants dans les nouvelles Forces de défense et de sécurité du Carana (FDSC) et la prise en charge de la Mission consultative de l'Union Fasia au Carana (FUAMC) pour aider à superviser et à vérifier le cessez-le-feu.

6. Relations internationales

Pays voisins

Le Sumora est le principal partenaire commercial du Carana dans la région. Les relations entre le Carana et le Sumora sont traditionnellement bonnes, l'ethnie Falin représentant environ 54 % de la population. Dans un passé récent, le gouvernement de Sumora a eu tendance à soutenir la position du président Ogavo.

Les relations entre le Carana et le **Katasi** sont tendues. Le Carana a accusé à plusieurs reprises le Katasi de soutenir les rebelles du MPC en leur fournissant de l'argent, des armes et des combattants. Ces allégations n'étaient pas dénuées de fondement et ont été corroborées par des rapports émanant d'un certain nombre d'organisations internationales, bien que l'ampleur du soutien reste

difficile à déterminer. Le gouvernement du Carana a donc rejeté la responsabilité de son incapacité à traiter avec le MPC sur le Katasi. En soutenant le MPC, le Katasi espérait que la chute du régime d'Ogavo conduirait à de meilleures relations commerciales avec le Carana. Ces espoirs ont été déçus, à la fois par le maintien du régime et par l'insurrection d'El Hasar, qui a mis à rude épreuve les relations. À la demande du gouvernement du Katasi, les forces françaises mènent des Opérations de Lutte contre l'Insurrection (COIN en anglais) contre El Hasar. Les combattants d'El Hasar s'enfuient maintenant dans l'ouest du Carana, provoquant l'instabilité et l'insécurité en menant des attaques contre la population locale afin de récupérer des fournitures logistiques.

Les relations entre le Carana et le **Rimosa** sont également tendues. Le Rimosa est en proie à une guerre civile entre deux groupes ethniques rivaux, les tatsis, majoritaires, qui détiennent presque tous les postes de pouvoir au sein du gouvernement rimosan, et la minorité musulmane Elassi, des éleveurs qui affirment souffrir de discrimination ethnique et de persécution. La plupart des combats interethniques au Rimosa ont eu lieu dans le nord du Rimosa, près de la frontière avec le Carana. Le groupe rebelle Front de Libération Elassi (ELF) a mené une campagne de type guérilla contre les forces gouvernementales et les milices tatsies pro-gouvernementales et a établi des liens avec les CISC pour obtenir un soutien financier et logistique. Tous les groupes susmentionnés traversent parfois la frontière du Carana et mènent des raids pour obtenir de la nourriture et des matériels, ce qui constitue une menace pour la population locale.

En outre, un différend politique oppose le Rimosa et le Carana au sujet de la propriété de certaines îles situées le long de la côte sud du Carana, ainsi qu'au sujet des droits de pêche sur les territoires nationaux respectifs. Du pétrole a également été découvert dans la mer de Labta, au sud-est du Carana, au large de Maldosa. Toutefois, en raison du différend frontalier actuel et des coûts de démarrage élevés nécessaires à l'exploitation des ressources pétrolières, aucune entreprise ni aucun consortium n'est actuellement disposé à investir.

Les réfugiés caranais (en particulier les falins) au Sumora et au Rimosa ont fait l'objet de discriminations constantes et sont souvent attaqués par la police locale et les forces armées. Les réfugiés rimosans (tatsis) au Carana et au Katasi subissent un traitement similaire, tout comme les réfugiés du Katasi dans une moindre mesure.

Adhésion à des organisations internationales

Le Carana est membre de l'Union Fasia (FU en anglais). Son objectif principal est d'avoir une représentation politique et diplomatique commune pour les six États membres de la Fasia, ainsi que d'améliorer le développement économique du continent. Le Carana est également membre des Nations unies depuis le 9 octobre 1987 et membre de l'Union Fasia depuis le 23 octobre 2005.

Cependant, il est arrivé que l'Union Fasia exerce des pressions politiques et diplomatiques lorsque des tensions sont apparues entre certains États membres

de l'Union. Depuis le milieu de l'année 2013, l'UF a tenté une médiation entre les factions belligérantes du Carana. En février de cette année-là, elle a réussi à amener les principaux groupes à la table des négociations, avant de voir l'occasion de conclure un accord de paix s'éloigner lorsqu'un membre du gouvernement du Sumora, qui occupait la présidence de l'UF, a été accusé d'avoir organisé des livraisons d'armes au président Ogavo. Ces allégations se sont avérées infondées par la suite, mais il était trop tard pour sauver les pourparlers.

L'État du Mosana assumera la présidence tournante de l'Union Fasia à la fin de l'année 2019. Plus éloigné du Carana, le Mosana a l'avantage de ne pas être perçu comme ayant un quelconque intérêt dans le conflit du Carana, et s'est engagé à renouveler les efforts de FU pour reprendre les négociations.

Commerce international

45 entreprises étrangères (d'Europe anglo-saxonne et occidentale, et plus récemment d'Asie) rivalisent dans l'exploitation des minerais et autres ressources naturelles du Carana. La France est l'un des principaux partenaires commerciaux en matière de matériel militaire du Rimosa, qui apporte son soutien aux CISC au Carana. La Chine favorise les factions qui s'opposent au gouvernement du Carana afin d'améliorer les relations commerciales avec ce pays riche en ressources. En général, la balance commerciale du Carana reflète son héritage colonial : avec des capacités industrielles limitées au secteur alimentaire, les exportations comprennent principalement des matières premières (bois, diamants, cuivre, coton et, dans une moindre mesure, poisson, fruits et artisanat du bois) et des aliments transformés destinés à d'autres marchés émergents. En revanche, les biens manufacturés (produits industriels, véhicules, produits alimentaires et pétroliers), les services, l'aide publique au développement (7,3 % du RNB) et les envois de fonds (3,6 % du RNB) constituent le spectre des biens et capitaux importés, principalement de France, des États-Unis et d'autres pays occidentaux.

7. Système économique

L'économie du Carana est basée sur un système de marché libre avec la liberté d'entreprise, mais avec une forte participation et influence du gouvernement. Le gouvernement contrôle le secteur minier et toutes les activités de commerce extérieur ; toutefois, des groupes rebelles contrôlent certaines grandes zones d'extraction de diamants.

Exploitation minière

L'exploitation du charbon, des diamants et du cuivre contribue de manière importante au PIB. Le district de Hanno possède plusieurs mines de charbon à Akkabar et Maroni ; Kika produit des diamants à partir des marais de Gachal et Herla. Le cuivre est également extrait à Lora et exporté via Maldosa. En raison du conflit et de la faiblesse des infrastructures, les exportations ne représentent toutefois que 15 % de la capacité possible.

Avant 1997, l'industrie minière était contrôlée par des entreprises privées, mais depuis lors, le gouvernement a progressivement pris le contrôle de l'industrie. L'exploitation illégale des ressources naturelles et l'exportation par des entreprises privées vers les pays voisins sont monnaie-courante et les groupes armés et les éléments rebelles des forces de sécurité sont fortement impliqués.

Outre les bois rares, le bois d'œuvre et le coton, les diamants et le cuivre sont les principaux produits d'exportation du Carana.

Le charbon est principalement utilisé dans le pays pour la production d'électricité.

Exploration pétrolière

On trouve également du pétrole dans la mer de Labta, au sud-est du Carana, au large de Maldosa. La prospection et l'exportation ont commencé, mais en raison du conflit frontalier non résolu et de la propriété des ressources pétrolières entre le Carana et le Rimosa, les investisseurs internationaux et les entreprises sont réticents à investir. Ni Carana ni Rimosa n'ont la capacité financière de développer des infrastructures pour l'exploration ou le raffinage des ressources pétrolières.

Produits manufacturiers

Les principales activités de ce secteur sont les industries alimentaires et piscicoles, la production de biens pour les marchés locaux et la transformation du bois et des textiles. Le secteur manufacturier souffre d'un manque d'infrastructures, de travailleurs qualifiés, de l'inefficacité de l'administration et de la corruption généralisée. L'industrie manufacturière contribue à hauteur de 16 % au PIB.

- Industrie métallurgique (création d'objets utiles à partir de métaux) : à la fois lourde et légère (par exemple, construction de machines, chantiers navals).
- Industrie textile - Toutes les grandes villes ont une usine de vêtements.
- Industrie alimentaire - Des usines de préparation des aliments sont construites dans tout le pays pour mettre en bouteille et en boîte de nombreux produits. Les installations de stockage de nourriture (silos) sont principalement situées dans la région nord-ouest du Carana.

Agriculture

Avec 27 % du PIB et environ 50 % de la main-d'œuvre employée, l'agriculture est un secteur relativement important de l'économie du Carana. Les régions du nord-est et du centre du Carana produisent de grandes quantités de produits agricoles qui non seulement nourrissent la population du Carana, mais sont également utilisés pour l'exportation. Le sol est fertilisé par la technique du « brûlis » à grande échelle. Les produits sont les fruits, le maïs, le sésame en grain, le cacao, le café, le gingembre, l'arachide, la noix de coco, le riz et le maïs.

La plupart des terres agricoles se présentent sous la forme de petites exploitations appartenant à la population locale. Le coton est la seule denrée produite dans de grandes exploitations utilisant de la main-d'œuvre salariée.

Environ 31 % de la superficie totale du Carana est utilisée à des fins agricoles.

8. Système politique

Gouvernement

Le Carana est une république présidentielle, conformément à la première constitution du Carana adoptée par référendum en 1987. Le président est le chef de l'État, élu pour un mandat de cinq ans. Le chef du gouvernement est le Premier ministre, qui est nommé par le président. Le Premier ministre nomme les ministres et les représentants gouvernementaux au niveau des provinces (gouverneurs).

Un parlement de 256 membres élus dispose d'une large autorité et devait être représentatif de l'équilibre ethnique du pays. Sous le régime d'Ogavo, les fonctions de contrôle du Parlement prévues par la Constitution n'étaient pas mises en œuvre et il n'y avait pas de véritable contrepoids institutionnel au pouvoir personnel d'Ogavo. La Commission de défense et de sécurité du Parlement est faible et n'a qu'un pouvoir limité dans le contrôle démocratique effectif du secteur de la sécurité.

Bien que la constitution soutienne un système politique démocratique, le président Ogavo a progressivement supprimé toute opposition effective et, depuis 2013, le Carana est effectivement un État à parti unique. Aujourd'hui, le seul parti politique légal est le PDC (Parti démocratique du Carana), dominé par les falins. Tous les membres du parlement sont membres du PDC ou ont des liens étroits avec lui.

Administration

L'État du Carana est divisé, selon le modèle français, en huit provinces (Tereni, Koloni, Mahbek, Hanno, Barin, Fellari, Guthar et Leppko) et une capitale à statut spécial, Galasi. Le président nomme les gouverneurs, qui sont les chefs administratifs des provinces et lui rendent directement compte. Le système administratif du Carana est basé sur le schéma d'une administration centralisée. Le gouvernement central contrôle la plupart des questions gouvernementales.

Le gouvernement central est intervenu en particulier dans les provinces de Hanno, Barin et Leppko pour assurer la sélection des chefs de district locaux, principalement au sein de l'ethnie Falin, qui sont souvent des étrangers. Les nominations à la tête des arrondissements de Galasi ont été faites à la demande du président et ont généralement été attribuées à des « copains » (proches associés et amis du gouvernement).

9. Organisation judiciaire et police

Système judiciaire

En théorie, la Constitution et l'organisation judiciaire du Carana sont basés sur des principes démocratiques modernes comprenant trois niveaux de tribunaux : La Cour suprême, les tribunaux provinciaux et les tribunaux de district.

De facto, le secteur judiciaire manque de capacités institutionnelles et de ressources depuis des années et souffre d'une couverture territoriale limitée, sans présence réelle dans certains districts, et d'une corruption endémique. Les outils administratifs de base font défaut et, par conséquent, le flux de gestion des affaires ne fonctionne pas correctement et les délais de réponse sont extrêmement longs. Cette situation a également aggravé la surpopulation dans les prisons d'où les condamnés parviennent régulièrement à s'échapper. Les salaires du personnel judiciaire restent souvent impayés pendant des mois, ce qui favorise l'absentéisme et la corruption. Par ailleurs, la législation reste obsolète et souvent discriminatoire à l'égard des femmes, des minorités ethniques et d'autres groupes vulnérables. Dans certaines régions, les autorités traditionnelles locales exercent une influence considérable sur les tribunaux de district ou agissent en tant qu'autorités judiciaires de facto, parallèlement au système étatique ou en l'absence de celui-ci.

Dans le cadre de l'état d'urgence imposé en mars 2018, un système de tribunaux mixtes civils/militaires avec des droits d'appel très limités a été mis en place pour juger toutes les affaires de trahison, de terrorisme et autres affaires similaires. Les tribunaux du Carana prononcent régulièrement la peine de mort pour des crimes graves.

En 2017, le ministère de l'Intérieur gérait également 10 prisons, pouvant accueillir 20 000 détenus,

Seuls trois d'entre elles sont encore en activité, avec une capacité nominale d'environ 2 000 détenus.

Police et sécurité civile

Avant le conflit, la police caranaise était organisée sous l'égide du ministère de l'intérieur, selon les principes occidentaux. En général, surtout dans les zones urbaines, la police était suffisamment formée et équipée et fonctionnait selon ces principes. En raison du conflit et de la prédominance des affrontements de nature militaire, toutes les parties au conflit ont négligé les forces de police du Carana.

Les forces de l'ordre du Carana se répartissent entre la police nationale du Carana (PNC) et la gendarmerie. La PNC est située dans les centres de population urbains et est contrôlée par le ministère de l'Intérieur, par l'intermédiaire de l'administration provinciale. La gendarmerie, qui fait partie du ministère de la défense, assure une présence « policière » dans les zones rurales et est responsable de la sécurité des frontières. Toutefois, ces dernières années, la gendarmerie a été utilisée plus souvent pour réprimer les groupes politiques d'opposition que pour assurer la sécurité dans les zones rurales ou le contrôle des frontières. En outre, les unités de l'armée des FDC assument souvent des tâches de maintien de l'ordre dans le cadre de la sécurité intérieure, souvent sur une base ad hoc.

Ces dernières années, la police nationale et la gendarmerie ont souffert d'une grave pénurie de personnel qualifié, d'un vieillissement du personnel, d'une baisse de moral due à des salaires impayés, d'un manque de ressources logistiques et financières et d'un manque de formation. La corruption de la police est un

problème grave dans la plupart des zones contrôlées par le gouvernement. Les postes de police sont peu ou pas équipés, tandis que le centre de formation de la police n'est qu'un semblant de bâtiments. Dans les zones contrôlées par le gouvernement, la présence de la police nationale est visible, mais elle n'est pas en mesure de lutter efficacement contre le niveau élevé de criminalité. Les locaux de détention de la police sont surpeuplés et dans un état de délabrement avancé. En outre, ils sont en proie à une forte politisation, à la corruption et à une mauvaise gestion.

La présence policière au Carana est très faible. Le nombre estimé d'agents de la PNC et de la gendarmerie s'élève à 10 000 agents, soit un agent pour 1 400 citoyens. Sur ce nombre, les femmes policières ne représentent que 5% et elles occupent essentiellement des fonctions administratives. La majorité des policiers sont de l'ethnie des falins, y compris dans les zones peuplées principalement de minorités.

Dans les zones contrôlées par les rebelles, il n'y a aucune présence policière d'état. Dans l'ouest, le MPC assure les fonctions de base de la police pour maintenir l'ordre civil, tandis que dans la zone des CISC, il n'y a pas de police du tout.

La police des frontières terrestres et maritimes, l'immigration, les douanes, les autorités portuaires et d'autres secteurs connexes de la sécurité intérieure ont cessé de fonctionner. Ces derniers mois, des preuves d'activités criminelles organisées, en particulier de trafic de drogue et d'êtres humains ainsi que de contrebande de diamants, ont été constatées, dans certains cas avec la collusion ou la participation active de responsables chargés de l'application des lois.

Les taux de criminalité, en particulier dans les centres urbains, sont élevés et de nombreux rapports font état de violations des droits de l'homme et de pillages perpétrés par les forces de l'ordre. Un petit groupe de policiers a été impliqué dans des cas de violation des droits de l'homme. Cette inefficacité et l'érosion des normes professionnelles ont entraîné une perte généralisée de crédibilité et de confiance de la part de la population.

10. Services publics

Système scolaire du Carana

Par rapport à d'autres pays de la région, le Carana disposait à l'origine d'un système éducatif bien développé, comprenant un enseignement de premier, deuxième et troisième niveau. Avant le déclenchement de la guerre, le Carana possédait l'un des systèmes éducatifs les mieux développés de la région.

Le système scolaire formel du Carana suit un schéma 7-3-2-2. Ce schéma représente respectivement les niveaux primaire, secondaire inférieur, secondaire supérieur et pré-tertiaire. L'Université du Carana, Institut de Technologie du Carana, dispense un enseignement et une formation au niveau post-secondaire, dans les domaines académiques et professionnels.

L'école d'infirmières du Carana et divers établissements d'apprentissage et

centres de formation techniques et professionnels offrent d'autres possibilités.

Système médical au Carana

Avant le conflit, le système médical du Carana était suffisamment développé et structuré. Des hôpitaux étaient disponibles dans les grandes villes (Galasi, Maroni, Sureen, Alur, Faron, Folsa, Cereni, Corma, Turen et Maldosa) et les villes moyennes disposaient de structures sanitaires décentes (cliniques et/ou postes de santé). En raison de la guerre civile et des développements avortés de la politique économique, la situation médicale de la population s'est considérablement détériorée. Même dans les régions qui ne sont pas touchées par la guerre civile, la variété et la qualité des services médicaux se sont détériorées et l'assistance médicale est insuffisante. En outre, l'approvisionnement en eau potable représente un problème dans certaines régions.

Services postaux

La poste du Carana (PdC) offre des services postaux et de transfert d'argent, ainsi que des comptes d'épargne postaux. Ses 1 580 bureaux de poste et autres installations ont traité plus de 7 millions d'envois chaque jour ouvrable en 2000, distribuant le courrier à quelque 5 millions d'adresses. Au cours de sa première année d'existence, la PdC a ouvert au moins 70 nouveaux bureaux de poste et en a modernisé de nombreux autres dans des zones auparavant mal desservies. Elle a également installé quelque 700 000 nouvelles boîtes aux lettres à des adresses privées et dans des boîtes postales. Le Carana a été admis à l'Union postale universelle en 1992, ce qui lui permet de participer aux programmes internationaux d'assistance technique et de comptabilité au sein de l'Union.

Télécommunications

Le système de téléphonie fixe couvre moins de 20 % du pays et n'est pas fiable. La couverture de la téléphonie cellulaire s'étend et couvre généralement les principales villes et routes du pays. Certaines des zones frontalières les plus éloignées peuvent accéder à des points de connexion dans les pays voisins. Les institutions gouvernementales et les grandes entreprises utilisent également les communications par satellite, en particulier dans les régions les plus reculées.

Les médias

Le pays compte une vingtaine de quotidiens, deux stations de radio et deux chaînes de télévision. Les stations de radio sont exploitées par des coopératives d'État, tandis que la plupart des journaux sont privés. Les deux plus grands journaux appartiennent au gouvernement et l'Église catholique en publie un autre. En outre, il existe quelques stations de radio communautaires de faible puissance et une presse écrite locale dont la distribution est locale et très limitée. Il y a quelques mois, le MPC a commencé à produire un journal régional et à exploiter une station de radio. Les journaux internationaux ne sont disponibles qu'à Galasi. Les journaux nationaux sont disponibles dans les chefs-

lieux provinciaux et dans quelques autres villes.

En principe, le ministère de l'information contrôle tous les médias. La censure est très limitée dans le cas des petits médias locaux, mais presque absolue dans le cas des stations de radio officielles et des principaux journaux. Une partie importante de la population est très active sur les réseaux sociaux, auxquels elle peut accéder par le biais des téléphones portables. Les réseaux sociaux sont utilisés comme outil de sensibilisation et de mobilisation démocratique, mais aussi pour diffuser des discours de haine et inciter à la violence ethnique.

11. Infrastructures

Routes

Le Carana dispose d'un système de routes bitumées performantes, qui relie la plupart des régions du pays et les principaux centres urbains. Dans l'ouest et le nord, ces routes assurent également les déplacements transfrontaliers avec les pays voisins. La plupart des routes goudronnées peuvent résister aux effets de la mousson.

Le Carana dispose également d'un réseau de routes dense et de pistes non revêtues partiellement robustes. Les routes et les pistes non revêtues sont pour la plupart très vulnérables aux fortes pluies et aux inondations et se détériorent rapidement si elles ne sont pas entretenues. Les années de guerre civile, les conditions climatiques difficiles, les investissements et l'entretien minimaux ont considérablement dégradé le réseau routier, qui est souvent impraticable pendant la saison des pluies.

Les ponts situés le long des routes bitumées sont généralement des constructions en acier et en béton, qui peuvent supporter des camions et des véhicules lourds. Les ponts situés le long des routes non revêtues sont généralement en bois et doivent être évalués individuellement.

Chemins de fer

Les deux voies de chemin de fer d'une longueur totale de 280 km entre Galasi – Akkabar et Maldosa – Mia sont toutes deux opérationnelles mais peu fiables. L'ensemble des voies ferrées et les installations de chargement ont été construites pendant la période coloniale française. Bien que la voie entre Maroni et Akkabar soit opérationnelle, la ligne nord se termine à Maroni car le pont ferroviaire à l'ouest de Maroni a été endommagé par des inondations en mars 2020. Les gares de Galasi, Maroni, Akkabar et Maldosa sont suffisamment équipées pour le chargement et le déchargement de conteneurs, de véhicules et de tous types de marchandises. La gare de Mia est spécialisée dans le transport de cuivre et ne dispose pas d'installations pour les conteneurs. Le système ferroviaire est en mauvais état en raison d'un manque d'entretien.

Aéroports

Les aéroports internationaux de Galasi et de Corma sont tous deux opérationnels et répondent aux normes internationales en matière de trafic aérien. Les deux aéroports sont adaptés aux avions de transport lourds, voire extrêmement lourds et sont utilisés par les compagnies aériennes internationales. Toutefois, leur capacité de traitement du fret est actuellement limitée.

Les aéroports d'Alur et de Folsa sont adaptés aux avions de transport moyens, mais ne disposent pas des équipements nécessaires au traitement du fret aérien lourd. Tous les autres aérodromes, sans travaux de construction supplémentaires, ne conviennent qu'aux aéronefs légers à ailes fixes. Ils peuvent être utilisés pour les communications et le transport de personnel de petite taille. Seuls Galasi et Corma disposent d'un approvisionnement régulier en carburant.

Ports

Au Carana, il y a trois ports pour les navires de haute mer et quelques ports plus petits pour les bateaux de pêche. Les petits ports n'ont pas la capacité de supporter le chargement et le déchargement des navires, mais ils conviennent aux navires côtiers. Le port principal de Galasi est bien équipé, avec une capacité suffisante pour les grands navires et une capacité RoRo.

Le port de Cereni n'a pas de capacité RoRo mais dispose de grues et d'équipements de transport suffisants pour manipuler des charges lourdes et des conteneurs. Le port de Maldosa, qui dispose d'un accès ferroviaire, est principalement spécialisé dans le transport de cuivre, mais il est également en mesure d'accueillir des navires de transport ordinaire. Le fait que seuls deux quais soient équipés de grues pour les véhicules et les conteneurs peut entraîner des restrictions en matière de déploiement et de soutien. L'emplacement du port dans la ville entraîne un manque d'espace libre pour stocker les conteneurs ou assembler les véhicules. Il y a beaucoup d'espace disponible à l'extérieur de la ville pour ce type d'activités.

L'électricité

Le Carana pourrait être relativement autosuffisant en matière de production d'électricité ; celle-ci est générée par trois centrales au charbon (le barrage de Kilu, le barrage de Salobo et la centrale de Galasi) et deux centrales hydroélectriques. Les années précédentes, le pays était un exportateur net d'électricité pendant et après la saison des pluies.

Pendant le conflit, la plupart des équipements d'alimentation en électricité autour du barrage de Salobo ont été détruits ou endommagés. Cette situation, associée à la faiblesse du réseau de distribution, fait que seuls Galasi, les capitales provinciales et quelques autres villes bénéficient d'un approvisionnement régulier en électricité. La majeure partie du pays est actuellement privée d'une alimentation électrique régulière. Quelques petites centrales hydrauliques locales et des groupes électrogènes fournissent de l'électricité à une petite partie de la population rurale.

Eau et assainissement

Seule la capitale et quelques grandes villes disposent d'un système d'approvisionnement en eau pour la zone centrale de la ville. Toutes les autres villes et tous les villages dépendent de puits et du commerce de l'eau. L'eau potable est disponible dans la plupart des régions du pays, mais sa qualité varie. Dans les régions sèches au sud-ouest de Maldosa et à l'ouest de Galasi, l'eau potable pendant la saison sèche provient principalement de petits étangs et de ruisseaux à faible débit.

La qualité de cette eau est médiocre et provoque de nombreuses maladies. Les puits de cette région ne sont pas assez profonds pour atteindre une eau propre. La qualité de l'eau fournie par les quelques systèmes d'approvisionnement ne répond pas aux normes d'hygiène internationales, mais ne constitue pas une menace directe pour la santé de la population. La qualité de l'eau dans les zones rurales est généralement satisfaisante. Même la qualité de l'eau dans les banlieues surpeuplées de Galasi et dans les camps de personnes déplacées pose problème.

Il n'existe pas de système d'assainissement et d'enlèvement des ordures au Carana, ce qui entraîne des maladies et des problèmes sanitaires permanents, en particulier dans les zones fortement peuplées.

12. Secteur de la sécurité et de la défense

Aperçu de la sécurité

Au cours des dernières décennies, plusieurs conflits ont éclaté avec les pays voisins, mais aucune menace militaire extérieure n'a pesé sur le Carana. Les principaux problèmes de sécurité intérieure restent le niveau élevé de criminalité dans les zones urbaines (résultant de la mauvaise situation économique), les activités des groupes armés incontrôlés et les conflits entre les forces gouvernementales et les rebelles.

On estime que 12 000 personnes ont été tuées au cours des derniers mois et que près de 700 000 personnes ont été contraintes de fuir leur domicile en raison des combats entre les forces gouvernementales et les rebelles dans le nord et le sud du pays. Le grand nombre de personnes déplacées en raison des combats affecte encore davantage la situation en matière de sécurité.

Avec la formation du groupe terroriste El Hasar au Katasi, de nouvelles menaces extérieures sont apparues, de même qu'avec les groupes fondamentalistes du Rimosa qui remettent en cause les progrès et la stabilité du processus de paix en cours au Carana. Bien que les relations avec le Katasi et le Rimosa restent tendues, la probabilité d'un conflit intra-étatique est actuellement considérée comme faible. Cela pourrait toutefois changer si la situation s'aggrave et que l'intégrité territoriale du Carana est remise en cause par ces groupes.

La sécurité au Carana est affectée négativement / pourrait être affectée :

- Si le processus de paix en cours basé sur l'accord de paix de Kalari est retardé dans le temps et mené sans la pleine participation de toutes les parties au

conflit, en particulier l'impact des groupes dissidents des CISC sur la mise en œuvre.

- Si les perturbateurs du processus de paix (groupes dissidents des CISC) constituent une menace pour la population locale du Carana
- Par des preuves de plus en plus nombreuses de l'activité criminelle liée à l'exploitation des diamants dans le nord et l'ouest, probablement avec la connivence du gouvernement et sous le contrôle de cartels basés au Sumora.
- Si le groupe terroriste El Hasar s'infiltré à l'ouest du Carana pour éviter les opérations françaises « COIN » au Katasi et spolie les communautés locales pour la logistique et l'approvisionnement.
- Si les milices (chefs rebelles) qui se livrent à l'exploitation et au commerce illégaux de diamants dans le centre de Leppko constituent une menace pour la population locale et entravent le processus de paix.

La mauvaise situation économique a entraîné une augmentation et une radicalisation des activités criminelles, dont certaines sont organisées dans les zones urbaines. Dans le nord et l'ouest, on constate de plus en plus d'activités criminelles liées à l'exploitation des mines de diamants, probablement avec la connivence du gouvernement et sous le contrôle de cartels basés au Sumora. Le Rimosa et le Carana se disputent toujours la propriété de certaines des îles situées le long de la côte sud du Carana, ainsi que les droits de pêche dans les territoires nationaux respectifs. Des groupes armés ont enlevé de nombreux civils, principalement l'œuvre de rebelles extrémistes et de milices. Toutefois, des rapports font également état de violations commises par les parties à l'accord de paix.

Garde présidentielle

La Garde présidentielle a un effectif équivalent à deux bataillons d'infanterie et ne fait pas partie des forces de défense régulières. Les commandants et la plupart des officiers sont issus de la tribu du président Ogavo.

Les membres de la Garde présidentielle ont reçu un entraînement intensif et bénéficient de plusieurs privilèges. Cette unité est une force d'élite loyale qui a pour mission de protéger le président. Elle est également utilisée pour des missions spéciales. Dans un passé récent, la Garde présidentielle a été utilisée à plusieurs reprises, avec des unités de la Gendarmerie, pour lutter contre des groupes rebelles, et a la réputation d'être particulièrement brutale.

Forces de Défense du Carana (FDC)

L'effectif total des FDC est d'environ 20 000 hommes (17 500 dans l'armée de terre, 1 600 dans l'armée de l'air et 900 dans la marine). Les chefs des services rendent compte directement au président. Avec un petit nombre de bateaux pour les patrouilles côtières et fluviales, la marine joue un rôle spécialisé mais insignifiant au sein de la force de défense.

L'armée de l'air est équipée d'un escadron d'hélicoptères armés, d'hélicoptères de transport et de quelques bombardiers légers, qui ont une capacité de frappe

limitée. Bien que limitée, cette capacité permet au gouvernement de projeter son pouvoir sur l'ensemble du pays. Toutefois, elle n'est pas suffisante pour mener des frappes décisives contre les différents groupes rebelles.

Le principal service des FDC est l'armée, dont les membres sont principalement, mais pas exclusivement, recrutés parmi les falins. Son commandement supérieur est presque entièrement composé de falins. Structurée en quatre commandements de zone, elle représente le pouvoir du gouvernement central dans tout le pays. Les zones de responsabilité de ces commandements ne correspondent pas nécessairement aux frontières administratives et provinciales. Elles reflètent plutôt l'emplacement des quartiers généraux et des troupes que la responsabilité réelle d'une zone précise et définie. Les troupes, en particulier celles qui sont employées dans les zones rurales, sont confrontées à des problèmes récurrents de non-paiement des salaires. Un certain nombre d'unités sont composées de membres de groupes armés intégrés, manquent de capacité opérationnelle et ne respectent pas les droits de l'homme, les normes de conduite et de discipline.

La participation des femmes dans les forces armées est faible, les soldats et les officiers féminins de haut rang ne représentant environ que 6 % de l'ensemble des FDC. Sous le régime d'Uroma et à la demande expresse de ce dernier, des femmes ont été recrutées et ont reçu une formation substantielle à l'étranger, ce qui leur a permis d'accéder à des postes d'officiers supérieurs. Le recrutement de soldats féminins, limité mais régulier, s'est poursuivi au cours des décennies suivantes, bien que leur statut n'ait cessé de se détériorer en raison de l'absence de soutien politique à la participation des femmes.

Les gouvernements français et russe ont fourni la plupart des équipements militaires existants au cours des années 1980 et au début des années 1990. Depuis lors, l'entretien des équipements a souvent souffert d'un manque de pièces détachées et de mécaniciens bien formés. Le niveau de disponibilité des équipements est considéré comme faible.

Tous les services disposent du même ensemble d'ALPC (armes légères et de petit calibre), soit environ 3 000 fusils d'assaut modernes (M-16), tous de bonne qualité, et environ 15 000 fusils plus anciens, mais néanmoins fonctionnels (un mélange de FN FAL belges et britanniques et quelques G3 allemands).

Mouvement Patriotique du Carana (MPC)

Le MPC est une organisation qui se proclame comme étant laïque et qui jouit d'une grande popularité et qui compte au total 10 000 combattants et de 10 000 à 20 000 sympathisants. Le niveau du soutien populaire est élevé dans la partie ouest quelle que soit l'appartenance religieuse. Le MPC est structuré en groupes de 700 hommes. Chacun de ces groupes est dirigé par un commandant de terrain et dispose d'un réseau local de partisans. Les groupes n'ont pas de structure militaire interne définie, mais un système de commandants en second avec différents nombres de combattants. La loyauté envers les commandants est élevée et la discipline est très bonne.

Le siège officiel du MPC se trouve à Alur, mais il s'agit plus d'un siège symbolique que d'un siège opérationnel. Dans certaines régions, le MPC assure les missions du gouvernement et les fonctions administratives de base. En raison du large soutien de l'opinion publique aux rebelles et du mécontentement à l'égard du gouvernement, le nouveau rôle du MPC est bien accepté par la population de l'ouest, majoritairement Kori.

Aucune information détaillée sur l'équipement et les normes de formation du MPC n'est actuellement disponible.

Combattants Indépendants du Sud Carana (CISC)

Les CISC constituent une formation non structurée de rebelles aux parcours divergents. Certains membres sont des tatsis déserteurs des FDC, tandis que d'autres ont fui la guerre civile au Rimoso et ont rejoint les CISC par manque d'alternatives. L'effectif total est estimé entre 3 000 et 5 000 combattants. Ils sont organisés en formations de type compagnie (formations au sein de bataillons), dont beaucoup sont en sous-effectif. Le soutien de la population aux CISC provient principalement de la province de Leppko, dominée par les tatsis, en raison des nombreux actes de violence commis par les FDC à l'encontre de cette même population.

Le mouvement a réussi à recruter des jeunes hommes pour sa cause en combinant les excès anti-musulmans du gouvernement, le zèle religieux et la mauvaise situation économique, ainsi qu'en raison des récents succès des rebelles. La discipline et la cohésion interne de ce groupe rebelle sont faibles, tout comme le niveau de formation, même si, ces derniers temps, on constate de plus en plus la présence d'extrémistes étrangers expérimentés qui ont augmenté le rythme et la qualité des opérations des CISC.

Aucune information détaillée sur l'équipement et les normes de formation des CISC n'est actuellement disponible.

Milices, gangs et seigneurs de la guerre

Au cours des années de combat, plusieurs petits groupes armés se sont formés à Leppko. Certains de ces groupes sont des fragmentations des CISC ou des déserteurs des forces gouvernementales. D'autres groupes sont issus de groupes d'autodéfense locaux créés pour protéger leurs villages contre les attaques des soldats et des rebelles.

Ces groupes opèrent principalement dans la province septentrionale de Leppko, essentiellement pour des raisons économiques (vols, exploitation illégale des ressources, demandes de rançon) et sont perçus comme loyaux envers leurs chefs (seigneurs de la guerre). Les premières informations indiquent que ces groupes sont composés de 300 à 1 000 combattants munis d'armes légères.

Les objectifs et la loyauté de ces groupes sont très incertains et la frontière entre les milices locales et les bandits armés est mince. Aucun de ces groupes ne fait partie du processus de paix en cours.

13. Groupes militaires étrangers / Forces militaires

La mission consultative de l'Union Fasia au Carana (FUAMC en anglais) a été créée par l'Union Fasia en octobre 2019 pour soutenir le processus de paix en cours. La FUAMC est composée de 300 conseillers dont le QG se trouve à Galasi et les bureaux de terrain à Alur, Sureen, Faron et Corma.

Groupe islamiste El Hasar

Le groupe islamiste El Hasar a été formé en 2018 dans le pays voisin du Katasi et s'est transformé en « organisation terroriste » demandant son propre État et s'engageant dans des opérations terroristes de type guérilla contre le gouvernement du Katasi. Récemment, à la suite d'opérations antiterroristes menées par le gouvernement du Katasi avec le soutien des forces françaises, des combattants/éléments d'El Hasar ont franchi la frontière du Carana dans les parties occidentales de la région de Koloni et de Tereni. Les communautés locales font état d'attaques armées et de raids sur les villages par ces éléments, ces derniers volant de l'argent, de la nourriture, des fournitures comme des pièces détachées, du gaz et des munitions. Les rapports font également état de violences à l'encontre des civils, telles que des viols, des tortures et autres pertes humaines.

Selon des informations non confirmées, les éléments fondamentalistes des communautés Tatsi et Kori soutiendraient les combattants/éléments d'El Hasar ou sympathiseraient avec eux.

Les FDC et le MPC n'ont pas la capacité de combattre les éléments d'El Hasar. Ils ont cependant tous deux accepté que les forces françaises poursuivent les combattants sur le territoire du Carana.

Front de libération d'Elassi (FLE, ELF en anglais)

Le FLE a été formé en 2018 dans le pays voisin du Rimosa et mène des opérations d'insurrection contre le gouvernement du Rimosa. Ils opèrent principalement au sud de la frontière du Carana au Rimosa, mais ont commencé à défier les CISC dans le sud du Carana et à collaborer avec certains groupes dissidents des CISC. Le recrutement de l'ELF a augmenté à la fois au Carana et au Rimosa au cours de l'année écoulée. Les communautés du Carana situées le long de la frontière font état d'attaques armées et de raids sur les villages par des éléments du FLE. Le FLE prévoit l'établissement d'un califat islamique au Rimosa, qui pourrait s'étendre au Carana. Cette volonté du FLE n'est cependant pas négociable et ne fait pas partie des négociations de paix.

Les communautés du Carana situées le long de la frontière font état d'attaques armées et de raids sur les villages par des éléments de l'ELF, qui voleraient de l'argent, de la nourriture, des fournitures telles que des pièces détachées, du gaz et des munitions. Les rapports font également état de violences à l'encontre des civils, comme des viols, des tortures et autres pertes humaines.

Banditisme / Piraterie

Avec la découverte de pétrole et son exploration initiale au large de la côte sud du Carana, et l'expédition de minerais de cuivre depuis Maldosa, les incidents de

piraterie et de détournement de navires de transport sont de plus en plus fréquents. Les bandits/pirates opèrent principalement en utilisant l'île comme base/couverture et en attaquant les navires pour demander une rançon afin de les laisser poursuivre leur chemin.

Peu d'informations sont disponibles sur ces pirates, qui semblent bénéficier du soutien de la population locale, grâce aux gains économiques et aux investissements locaux qu'ils réalisent dans le cadre de ces opérations illégales. En raison du conflit frontalier entre le Carana et le Rimosa, les deux forces navales sont occupées et ne s'attaquent pas à la menace émergente de la piraterie.

14. Situation humanitaire

En raison des combats, de nombreux habitants du Carana ont fui leur pays, mais la plupart sont restés dans le pays. On estime que 100 000 personnes ont trouvé refuge dans les pays voisins du Sumora (environ 40 000 réfugiés), du Katasi (environ 40 000 réfugiés) et du Rimosa (environ 20 000 réfugiés). 700 000 autres se sont installés dans des camps de déplacés autour des villes portuaires, où ils sont maintenant regroupés dans des camps de fortune et des bidonvilles à l'intérieur ou à proximité des zones urbaines. La plupart de ces personnes déplacées internes vivent actuellement dans les camps situés autour de Galasi, la majorité d'entre elles étant arrivées au cours des 12 derniers mois.

La nouvelle de l'arrivée possible d'une mission de l'ONU a ravivé les espoirs des quelque 900 000 réfugiés et personnes déplacées de rentrer chez eux. Le HCR s'est toutefois demandé si l'environnement était suffisamment sûr et sécurisé pour leur retour. Toutes les parties au conflit auraient utilisé des mines. Dans de nombreuses régions où des personnes ont été déplacées, les perspectives d'emploi ou d'autres moyens de subsistance sont faibles.

Enfin, le Rimosa, qui partage une frontière d'environ 200 km avec le Carana, a souffert d'un conflit civil entre les deux groupes ethniques rivaux, les tatsis, majoritaires, et les élassis, minoritaires. En conséquence, environ 30 000 élassis se sont réfugiés dans le sud du Carana. La plupart de ces réfugiés élassis sont hébergés dans le camp Lora, près du village de Lora, à environ 50 km de la frontière avec le Rimosa, et constituent une source d'instabilité potentielle dans la province de Leppko, dominée par les tatsis. Le HCR et deux ONG partenaires, Refugees International et Care for the Children, gèrent le camp de Lora.

Les conditions sanitaires, d'assainissement et d'hygiène dans ces zones sont dangereusement inadéquates et constituent un terrain de plus en plus propice aux extrémistes. La situation dans les camps de personnes déplacées est mauvaise et s'est considérablement détériorée au cours des derniers mois.

Nutrition

Bien que tous les aliments de base soient disponibles sur le marché, une grande partie de la population n'a pas les moyens de se procurer les aliments nécessaires à une nutrition suffisante. Dans les zones rurales, la plupart des gens

peuvent compenser l'inflation et le chômage par une agriculture autosuffisante. Cependant, de graves problèmes nutritionnels existent dans les zones urbaines et les camps de personnes déplacées. Le taux de mortalité infantile a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières années. Les zones les plus touchées par la malnutrition sont la région de Barin, la zone située entre Faron et Folsa et la zone côtière au sud de Cereni. Ces régions connaissent déjà des situations d'urgence humanitaire.

Cette urgence humanitaire devrait toucher environ 2 millions de personnes l'année prochaine. Les projets récemment lancés par le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies et d'autres ONG ne sont pas suffisamment financés et ne peuvent pas empêcher une crise humanitaire généralisée.

Santé

Il n'existe pratiquement aucune infrastructure médicale dans les zones rurales. Le système de santé rudimentaire qui existe dans les villes n'est pas en mesure de fournir une assistance médicale de base. L'une des principales préoccupations humanitaires au Carana est le manque criant d'installations médicales fonctionnelles dans le sud et l'ouest tenus par les rebelles. Dans ces régions, les fournitures d'urgence nécessaires aux populations déplacées et vulnérables, en particulier dans les camps de personnes déplacées, font cruellement défaut.

Si la situation dans les grandes villes continue à se dégrader, la menace d'épidémies augmentera. L'OMS (Organisation mondiale de la santé) a déjà signalé 70 cas de choléra au Carana à ce jour.

15. Explosifs

Pendant le conflit, les mines terrestres ont été largement utilisées par les deux parties. Comme dans d'autres cas, la guerre des mines n'a pas été menée avec des mines répertoriées. Les mines terrestres ont été utilisées par toutes les parties comme moyen de terreur et de dissuasion et pour empêcher l'accès à certaines zones. Par conséquent, l'emplacement précis des mines et des engins explosifs n'est pas documenté et est en grande partie inconnu. Une analyse plus poussée est nécessaire pour identifier les zones à fort risque de mines.

Le Carana s'est engagée pour la première fois en faveur de l'interdiction des mines antipersonnel en novembre 2009 et a soutenu le processus d'Ottawa qui a conduit à la signature du traité d'interdiction des mines antipersonnel le 2 décembre 2011. Le Carana était l'un des signataires du traité, mais ne l'a jamais ratifié en raison de l'éclatement de la guerre civile. Il n'a pas non plus participé aux réunions liées au traité et s'est abstenu de voter en faveur de toutes les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies en faveur de l'interdiction des mines depuis 2011.

Le Carana n'est pas un producteur ou un exportateur identifié de mines antipersonnel. Dans le même temps, il n'a pas adopté de mesures internes pour interdire la production ou l'exportation de mines antipersonnel. La taille et

l'origine du stock de mines du Carana ne sont pas connues. Les mines antipersonnel ont été largement utilisées au cours de la récente guerre civile par toutes les parties au conflit. Le protocole d'accord en interdit toute nouvelle utilisation, mais des rapports non corroborés font état de la poursuite de l'utilisation des mines.

16. Organisations de la société civile

La société civile n'est pas très présente au Carana et il n'y a pas de groupes ayant une influence substantielle en dehors de la structure du parti PDC. Le PDC avait un mouvement social affilié qui organisait des activités sportives et culturelles, mais l'organisation est élitiste (orientée exclusivement vers les cadres du parti de l'ethnie Falin) et n'est pas viable sans le soutien du parti. Les organisations non affiliées ont été harcelées et persécutées sous le régime d'Ogavo. Les éléments restants des anciens partis ont perdu leur structure interne et ne sont représentés que par quelques individus motivés. Quelques petits mouvements politiques ont néanmoins été identifiés, notamment des petits groupes communistes dans la capitale Galasi et à Maldosa, ainsi que des groupes ethniques minoritaires de koris le long de la côte. Ces groupes ne sont pas très bien organisés et souffrent d'un manque d'adhérents/partisans.

Les organisations de la société civile bien établies avant la répression d'Ogavo contre l'opposition en dehors du parlement, l'Ordre national des avocats (ONA) et la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture du Carana, sont composés de membres connus de l'opposition ainsi que d'alliés proches du PDC. Leurs luttes internes les ont rendus de facto sans importance dans le processus. Certains membres de l'ONA ont joué le rôle de conseillers dans le processus de paix. Néanmoins, leur programme n'est pas clair.

Les syndicats des mineurs de charbon et de cuivre ont une influence politique limitée, mais ne sont actifs qu'en tant qu'organisations à vocation unique qui n'ont pas défié les dirigeants politiques. Le syndicat des enseignants peut également être actuellement considéré comme une organisation à vocation unique, exigeant le paiement de leurs salaires et s'exposant à des réactions violentes.

Des organisations de femmes commencent à se former au niveau local, mais elles sont encore mal organisées. Certaines organisations locales de défense des droits de l'homme deviennent plus actives. Actuellement, l'activité et l'organisation sociales liées aux institutions religieuses augmentent. Il existe des structures traditionnelles sous la forme de chefferies dotées d'une certaine autorité de facto, en particulier dans les zones rurales.